

Crime de guerre de l'armée congolaise au Kasai ?

C'est ce que semble indiquer une vidéo tournée par un des militaires participants.

Les images choquantes tournées par un militaire congolais en opération au Kasai ont suscité un fort émoi au Congo, durant le week-end, parce qu'elles montrent ce qui ressemble à un crime de guerre.

Le Kasai est le théâtre d'une insurrection pay-sanne depuis l'assassinat par les forces de l'ordre, en août dernier, d'un chef local, Kamwina Nsapu, qui protestait contre les exactions des forces de l'ordre. Depuis lors, en son nom, des miliciens munis d'armes traditionnelles et parfois modernes ont pris, à plusieurs reprises, le contrôle de grandes villes pendant quelques heures ou quelques jours et attaqué l'aéroport de Kananga.

Comme au tir aux pipes

La vidéo de la controverse, tournée en une seule prise, montre un groupe de militaires, filmés de dos par le téléphone portable de l'un d'eux, avancer sur un chemin; à l'horizon se découpent les silhouettes d'une douzaine de personnes chantant en tshiluba "notre terre, notre terre" et sur lesquelles les militaires se mettent à tirer sans sommation. Les soldats ne semblent pas être menacés puisqu'ils ne se mettent pas à l'abri, restant au milieu du chemin et visant comme au tir aux pipes. Au bout du chemin, quelques cris, des silhouettes qui restent paralysées, avant de tomber à leur tour. Les militaires se rapprochent alors et achèvent les blessés. Les victimes sont des jeunes gens, des femmes et des vieux, souvent pieds nus, le crâne ceint d'une cordelette blanche, signe de ralliement des partisans de Kamwina Nsapu. Certains ont des bâtons; on voit une machette - aucune arme à feu.

Décembre 2016 ?

Après avoir d'abord mis la véracité des images en doute ("Quelle est cette armée qui accepte de filmer comment elle tue?", selon AfricaNews), le porte-parole du gouvernement a

diffusé un communiqué suggérant que la tuerie aurait eu lieu dans les jours suivant des "accrochages", fixés au 21 décembre 2016, entre armée et "des assaillants porteurs d'armes de guerre, de chasse et d'armes blanches qui marchaient sur Mbuji Mayi". La vidéo "est vraisemblablement un montage réalisé après ces accrochages par des pourfendeurs du gouvernement". Le porte-parole assure néanmoins qu'"un officier commandant de peloton et un sous-officier arrêtés par leurs chefs hiérarchiques en répondent d'ores et déjà devant la justice militaire. Cette dénonciation par les réseaux sociaux accompagnée d'une mise en scène macabre de très mauvais goût qui sonne comme une apologie du terrorisme s'avère dès lors tardive, inutile et malveillante."

Lundi, le porte-parole du gouvernement a cependant dû reconnaître qu'ils n'étaient pas poursuivis pour "crime" mais "pour des faits de violation des consignes, extorsion des biens des civils lors d'une opération militaire".

Réactions internationales

La vidéo a suscité des réactions de députés kasaiens de la majorité et de l'opposition, qui dénoncent la réponse exclusivement militaire de Kinshasa à la révolte. Paris et Washington ont exprimé leur "pré-occupation" devant ces "exécution extrajudiciaires" et exhorté Kinshasa à "lancer une enquête immédiate et complète, en collaboration avec les organisations internationales de droits de l'homme".

Le 14 février, le Haut Commissariat de l'Onu aux Droits de l'homme avait indiqué que 101 personnes avaient été tuées au Kasai entre les 9 et 13 février, nombre qui, "s'il est confirmé, laisse supposer un recours disproportionné à la force de la part des soldats".

MFC

Les militaires
se mettent
à tirer sans
sommation.
Ils ne semblent
pas menacés
puisqu'ils ne
se mettent pas
à l'abri.